Burundi : Le pouvoir veut son code électoral

La Libre Belgique, 01/09/2009Marie-France CrosLe parlement burundais a ouvert un dÃ©bat ce lundi sur le futur code Ã©lectoral. Le parti prÃ©sidentiel se retrouve seul face Ã tous les autres partis. Tension.Lâ€™assemblÃ©e nationale burundais rÃ©unie en session plÃ©niÃ¨re, a commencÃ© lundi Ã Bujumbura un dÃ©bat sur le code Ã©lectoral devant rÃ©gir les scrutins 2010 - annÃ©e dâ€™Ã©lections prÃ©sidentielle, lÃ©gislatives et locales.Il y a quelques semaines, les Nations unies, qui organi des rÃ©unions entre partis burundais, avaient obtenu une rencontre pour dÃ©gager un consensus sur le code Ã©lectoral Ã soumettre Ã lâ€™assemblÃ©e nationale, en vue de la prochaine annÃ©e Ã©lectorale. Un consensus sâ€™Ã©tait dÃ©gagÃ© j classe politique dÃ©couvre que le CNDD-FDD, parti prÃ©sidentiel et grand vainqueur des Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2005, prÃ©sentait un autre projet de code aprÃ¨s que ses reprÃ©sentants Ã la rÃ©union onusienne eurent marquÃ© leur accord sur l texte commun.Les principales divergences entre les deux projets sont trois.
Dâ€™abord lâ€™ordre des scrutins. La version consensuelle propose que, comme en 2005, la prÃ©sidentielle intervienne en dernier lieu; le CNDD-FDD veut commencer par cette derniÃ¨re. En jeu : si ce second schÃ©ma Ã©tait adoptÃ©, il est Ã craindre que, comme ailleurs en Afrique, une fois annoncÃ© le nom du vainqueur au premier tour de la prÃ©sidentielle, tout le monde vole au secours de la victoire en ralliant le camp du vainqueur, vidant de leur substance les autres Ã©lections.
Le systÃ¨me, privÃ© de ses Ã©quilibres entre pouvoir et contrÃ´le des autres pouvoirs, ne serait quâ€™une dÃ©mocratie de faÃ§ade.Autre divergence : les bulletins de vote. Le projet consensuel le veut unique (comme en Belgique), ce qui empÃªcherait toute intimidation de lâ€™Ã©lecteur telle quâ€™elle a Ã©tÃ© couramment pratiquÃ©e jusquâ€™ici au Burundi gr systÃ¨me des bulletins multiples et qui consiste Ã exiger du citoyen quâ€™il ramÃ¨ne Ã celui qui le harcÃ¨le tous les "mauvais" bulletins de vote, afin de prouver quâ€™il a bien votÃ© pour le candidat quâ€™on veut lui imposer par la peur. Le CNDD-FDD, e revanche, veut sâ€™en tenir aux bulletins multiples - une position qui ravive les craintes de nombreux citoyens du Burundi, oÃ¹ a fait grand bruit, en juillet, la rÃ©vÃ©lation dâ€™un document proposÃ© Ã la discussion de lâ€™Union europÃ©enne et Ã dÃ©rive "autoritaire" du CNDD-FDD.Enfin, il y a dÃ©saccord sur les cautions exigÃ©es pour pouvoir prÃ©senter une candidature. Les partis politiques sont favorables Ã des sommes Ã©quivalentes Ã celles pratiquÃ©es en 2005 (ex : 3 millions de FBu (1900 euros) pour se prÃ©senter Ã la prÃ©sidentielle); le CNDD-FDD veut les accroÃ®tre considÃ©rablement, avec 15 millions pour la prÃ©sidentielle. "Pour se prÃ©senter Ã la prÃ©sidentielle et aux lÃ©gislatives, un parti devrait ainsi dÃ©bourser quelque 50 millions de FBu", sâ€™indigne Gilbert Nibigirwe, le reprÃ©sentant en Europe du Frodebu, principal parti dâ€™opposition. "Seuls 2 ou 3 partis, dans notre pays, sont capables de rÃ©unir une telle somme. La population craint quâ€™o en revienne aux partis qui veulent passer en force". La tension est en tout cas sensible dans le pays et les ambassadeurs des principaux pays partenaires du Burundi ont fait le week-end dernier une dÃ©marche commune auprÃ¨s des partis reprÃ©sentÃ©s Ã lâ€™AssemblÃ©e nationale de Bujumbura pour exprimer leur "inquiÃ©tude au sujet de ce qui sem Ãªtre un tournant regrettable des Ã©vÃ©nements" et appeler les formations Ã "renouer le dialogue".Le Burundi a connu en 2005 ses premiÃ¨res Ã©lections dÃ©mocratiques aprÃ¨s la guerre civile qui avait Ã©clatÃ© Ã la suite de lâ€™assassinat, fin 19 prÃ©sident Melchior NdadayÃ© (Frodebu) - premier chef dâ€™Etat hutu du pays, Ã©lu au suffrage universel. Les scrutins de 20 sâ€™Ã©taient traduits par une nette victoire de lâ€™ex-guÃ©rilla du CNDD-FDD qui avait battu le Frodebu; les deux formations recrutent dans le mÃªme Ã©lectorat essentiellement hutu. AprÃ¨s une premiÃ¨re annÃ©e encourageante, le pouvoir, dirigÃ© par le prÃ©sident Pierre Nkurunziza - qui pense Ãªtre lâ€™Ã©lu de Dieu plutÃ´t que des partisans du CNDD-FDD - sâ€™est en dans une dÃ©rive autoritaire : non-respect de certains points de la Constitution; dissensions internes et longue paralysie de lâ€™assemblÃ©e nationale avec radiations de dÃ©putÃ©s; attentats politiques; tentatives de justice populaire; tentatives de musellement de la presse.Points positifs de cette lÃ©gislature : dâ€™abord le pouvoir a fini par sâ€™entendre avec la derniÃ¨re guÃ©rilla hutue encore en activitÃ©, le FNL, qui sâ€™est officiellement transformÃ© en parti politique (comme le CNDD-FDD av lui); mais on ignore encore si elle ira aux Ã©lections. Ensuite la confrontation ethnique qui a si longtemps menacÃ© le pays a disparu au profit de confrontations politiques - potentiellement moins meurtriÃ¨res.